

La vingt-septième région virtuelle verra bientôt le jour

« Nous proposons de créer une vingt-septième région, virtuelle » annonce Alain Rousset, président de l'ARF, l'association des régions de France. C'était à Paris, le 28 mars, lors de la présentation de l'ouvrage « *le défi numérique des territoires, réinventer l'action publique* » manifeste pour un rôle accru des institutions territoriales dans la politique numérique, et contre une politique venue d'en haut.

L'ouvrage, rédigé à l'initiative de l'ARF, en partenariat avec la Fondation Internet nouvelle génération, est publié aux éditions Autrement.

« Aujourd'hui, la décentralisation bouscule l'Etat », constate Alain Rousset, « le partage des bonnes pratiques fonctionne mieux que l'ordre jacobin ». C'est pourquoi il propose de créer cette vingt septième région.

« Il est nécessaire de mutualiser les expériences entre régions qui travaillent en réseau » explique Christian Paul, anime la commission « société de l'information » de l'ARF et a supervisé la rédaction de l'ouvrage, « de créer un espace numérique de travail ».

Ce sera un lieu de partage et de débat, qui pourra entretenir des relations avec des acteurs comme la Catalogne, mais également des partenaires associatifs, intellectuels, ou encore des agglomérations ou des départements, par exemple ».

Moteur régional

Mais cette coopération interrégionale n'est que l'une des priorités qui pourraient dicter l'action future des régions. Dans l'ouvrage, l'ARF désigne d'autres directions : améliorer la « *conversation démocratique* », notamment en publiant « *en ligne toute l'activité régionale* », créer et faire évoluer les infrastructures du service public local, nouer un dialogue constructif avec les entreprises, préparer le « *lycée nouvelle génération* », en allant au delà de leur équipement informatique, sans oublier d'ouvrir en faveur de la « *solidarité numérique* ».

Il se révèle en effet nécessaire, à en suivre l'ouvrage, de redéfinir l'action publique et le rôle qu'y jouent les différents acteurs, Europe, Etat, collectivités, citoyens, entreprises, et Etat. Ce dernier, notamment, est appelé à « *établir des normes* » en collaboration avec les autres acteurs.

En bref, il s'agira de « *réinventer l'action publique à l'âge numérique* », précise Christian Paul. Le livre qu'il présente dresse en effet un bilan critique de l'action politique actuelle, mettant en exergue la vitalité des expériences au niveau local, et un Etat qui « *paresse* ».

Or, « *La société est confrontée à de nombreux défis numériques* », alerte le député, « *celui de l'accès demeure, la manière dont les TIC transforme la société est complètement d'actualité. Et se prospecte la question la convergence entre les TIC et les nanotechnologies, les biotechnologies et les sciences cognitives* ».

Si les échéances présidentielles imposent un délai, les régions se déclarent prêtes à relever les défis numériques des territoires.